



# Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale  
26 avril 2017  
Français  
Original : anglais

## Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Vingt-septième réunion

New York, 22 juin 2017

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 5  
de l'article 8 de la Convention, de neuf membres du Comité  
pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer  
ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2018**

## Élection de neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2018

### Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la vingt-septième réunion des États parties à la Convention se tiendra au siège de l'Organisation des Nations Unies le 22 juin 2017, en vue d'élire parmi une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2018 (sect. I). Neuf membres continueront de siéger au Comité jusqu'au 19 janvier 2020 (sect. III).

### I. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2018

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Noureddine <b>Amir</b>	Algérie
M. Marc <b>Bossuyt</b>	Belgique
M <sup>me</sup> Anastasia <b>Crickley</b>	Irlande
M <sup>me</sup> Afiwa-Kindena <b>Hohoueto</b>	Togo
M. Anwar <b>Kemal</b>	Pakistan
M. Melhem <b>Khalaf</b>	Liban
M. Gün <b>Kut</b>	Turquie



<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Jose A. <b>Lindgren Alves</b>	Brésil
M. Yeung Kam John <b>Yeung Sik Yuen</b>	Maurice

## II. Candidats désignés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 15 décembre 2016, a invité les États parties à la Convention à présenter dans un délai de deux mois des candidatures pour l'élection de neuf membres du Comité. Les notices biographiques reçues avant le 6 avril 2017 figurent en annexe au présent document.

3. On trouvera ci-après, par ordre alphabétique, les noms des personnes dont la candidature a été présentée pour l'élection au Comité, ainsi que ceux des États parties qui les ont désignées.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Silvio José <b>Albuquerque e Silva</b>	Brésil
M. Mohammed Turki Abbas <b>al-Obaidi</b>	Iraq
M. Noureddine <b>Amir</b>	Algérie
M. Marc <b>Bossuyt</b>	Belgique
M <sup>me</sup> Chinsung <b>Chung</b>	République de Corée
M. Bakari Sidiki <b>Diaby</b>	Côte d'Ivoire
M. Kokou Mawuena Ika Kana <b>Ewomsan</b>	Togo
M. Ricardo Ulcuango <b>Farinango</b>	Équateur
M. Abdi Ismaël <b>Hersi</b>	Djibouti
M. Johannes Nicolaas <b>Horn</b>	Namibie
M <sup>me</sup> Rita <b>Izsák-Ndiaye</b>	Hongrie
M <sup>me</sup> Keiko <b>Ko</b>	Japon
M. Gün <b>Kut</b>	Turquie
M. Yeung Kam John <b>Yeung Sik Yuen</b>	Maurice

## III. Membres du Comité dont le mandat expire le 19 janvier 2020

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Alexei <b>Avtonomov</b>	Fédération de Russie
M. José Francisco <b>Calí Tzay</b>	Guatemala
Mme Fatimata-Binta Victoire <b>Dah</b>	Burkina Faso
M. Nicolás <b>Marugán</b>	Espagne
M <sup>me</sup> Gay <b>McDougall</b>	États-Unis d'Amérique
M <sup>me</sup> Yemhelhe Mint <b>Mohamed</b>	Mauritanie

---

<i>Membres</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Pastor Elias <b>Murillo Martínez</b>	Colombie
M <sup>me</sup> Verene Albertha <b>Shepherd</b>	Jamaïque
M <sup>me</sup> <b>Li</b> Yanduan	Chine

---

## Annexe

### Notices biographiques\*

#### **Silvio José Albuquerque e Silva (Brésil)**

**Date et lieu de naissance :** 9 octobre 1961, Niterói (Rio de Janeiro, Brésil)

**Langues de travail :** portugais, anglais, français et espagnol

#### **Fonctions et titres actuels**

Secrétaire spécial adjoint aux droits de l'homme au Ministère des droits de l'homme.

#### **Principales activités professionnelles**

Diplomate, Ambassadeur, secrétaire spécial adjoint aux droits de l'homme du Brésil.

#### **Études**

- Master de politique internationale à l'Université libre de Bruxelles (mémoire sur la mondialisation de la protection internationale des droits de l'homme en Amérique latine, en particulier au Brésil) (1996).
- Diplômé de la faculté de droit de l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro (1985).
- Diplômé de l'Académie diplomatique du Ministère brésilien des relations extérieures (Institut Rio-Branco) (1987).
- Diplôme d'études supérieures de l'Institut Rio Branco (mémoire sur la Conférence mondiale de Durban et la politique étrangère brésilienne) (2007).

#### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Participation à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban (2001).
- Président du groupe de travail de l'Organisation des États américains chargé de la rédaction et de la négociation de la Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (2004-2006).
- Participation aux conférences annuelles de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation mondiale de la Santé (2008-2012).
- Coprésident du groupe de travail mixte chargé de l'application de la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail pour ce qui est de la consultation préalable des peuples autochtones (Brésil, 2010-2011).
- Chef de cabinet du Président de la Cour suprême fédérale brésilienne (2012-2014).
- Chef de cabinet du Ministre de la défense brésilien (2015).
- Président de la Commission pour la promotion de l'égalité entre les sexes du Ministère de la défense brésilien (2015).
- Membre du Comité pour la promotion des mesures préférentielles en faveur de l'accès des personnes d'ascendance africaine au Corps diplomatique, Ministère des relations extérieures (2009-2015).

---

\* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

- Membre de la commission chargée de réviser le processus de sélection pour l'entrée à l'Académie diplomatique brésilienne. Application de la législation brésilienne sur les mesures d'action positive visant à promouvoir l'accès des personnes d'ascendance africaine au corps diplomatique (2016).
- Membre du Conseil national des droits de l'homme (2016).
- Secrétaire spécial adjoint aux droits de l'homme du Brésil (2016).

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- L'ONU et la lutte internationale contre le racisme, Fondation Alexandre de Gusmão, deuxième édition, 2011.
- « Le Brésil et l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine », dans Desafios do Desenvolvimento, magazine de l'Institut de recherches économiques appliquées, décembre 2011.
- La consultation préalable et la Convention n° 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail, Éditions Thesaurus et Fondation Alexandre de Gusmão, 2012.
- « Le Ministère des relations extérieures et l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine : regard sur le discours externe sur les questions raciales », dans Igualdade Racial no Brazil (IPEA), 2013.

**Mohammed Turki Abbas al-Obaidi (Iraq)**

**Date et lieu de naissance :** 28 novembre 1971, Bagdad (Iraq).

**Langues de travail :** arabe et anglais

**Fonctions et titres actuels**

- Directeur général adjoint aux affaires juridiques au Ministère des droits de l'homme (2009-2016).
- Spécialiste des droits de l'homme (système et mécanismes internationaux des droits de l'homme).
- Directeur général adjoint de l'Observatoire des droits de l'homme du Ministère des droits de l'homme (2008-2009).
- Formateur au Centre national des droits de l'homme du Ministère des droits de l'homme.
- Responsable des rapports concernant les traités relatifs aux droits de l'homme depuis 2016.

**Principales activités professionnelles**

- Participation aux soixantième et soixante et unième sessions du Comité des droits de l'homme de l'ONU, (2004 et 2005) et à trois sessions du Conseil des droits de l'homme, à Genève (septembre 2006, 2009 et 2012).
- Représentant de l'Iraq au Comité d'experts juridiques de la Ligue arabe (2004).
- Représentant actuel du Ministère des droits de l'homme au sein de la commission du Ministère des affaires étrangères chargée de l'accession de l'Iraq aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire.
- Conseil juridique auprès du Ministère des droits de l'homme.
- Conférencier sur des questions relatives aux droits de l'homme, au sein du Ministère et à l'extérieur, auprès d'ONG.
- Colloque sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, Istanbul (Turquie) (2008).
- Participation à une formation sur les droits fondamentaux des femmes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord organisée à Lund (Suède) par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, 28 novembre-8 décembre 2006.
- Formation sur les droits de l'homme et le système des Nations Unies, Université de Sydney et Université de la Nouvelle-Galles du Sud, (Australie) (2007).
- Formation de trois mois à l'École de la magistrature de Bagdad (2001).

**Études**

- Licence en droit (1992-1993).
- Master en droit international (1997).
- Doctorat en droit international (1997).
- Diplôme sur les droits fondamentaux des femmes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme, Université de Lund (Suède), 2007.
- Diplôme de formateur aux droits de l'homme (formation de formateur), Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme (2012) (maître formateur).

**Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Vice-Président du Comité des disparitions forcées de l'ONU (2010-2014).
- Membre actuel du Comité des disparitions forcées.

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- Étude sur les droits fondamentaux des personnes handicapées (2006).
- Étude sur le respect des obligations découlant du système international des droits de l'homme en cas de violation des droits de l'homme (2006).
- Étude sur les sociétés de sécurité privées et leurs incidences sur le plein exercice des droits de l'homme – cas de l'Iraq(2007).
- Étude sur la traite des êtres humains (2008).
- Étude sur les violations des droits de l'homme et les crimes commis en Iraq durant la période 1968-2003 (2012).
- La protection de l'environnement marin contre la pollution par les hydrocarbures : étude du cas de l'Iraq pendant la deuxième guerre du Golfe, faculté de droit de l'Université de Bagdad (2005).
- Le système juridique des missions spéciales, faculté de droit de l'Université Al-Nahrain (1997).
- La création du Comité national pour le droit international humanitaire, Université Al-Nahrain (2010).
- Étude sur la requalification du crime de terrorisme en crime contre l'humanité et ses effets sur la révision des droits des victimes (2013).
- La mise en œuvre de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées dans le système national irakien (2014).
- Enseignant bénévole dans les universités irakiennes.

## **Nourredine Amir (Algérie)**

**Date et lieu de naissance** : 5 décembre 1940, Tunis.

**Langues de travail** : arabe, français, anglais et espagnol

### **Fonctions et titres actuels**

- Professeur de sciences politiques.
- Colloques, ateliers et conférences.
- Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **Principales activités professionnelles**

- Carrière diplomatique.
- Consul général d'Algérie et doyen du corps consulaire de Strasbourg.
- Professeur de droit à l'Université d'Alger.
- Professeur à l'École nationale d'administration, chargé de l'enseignement dispensé aux étudiants africains.

### **Études**

- Propédeutique.
- Licence en sociologie urbaine et rurale
- Diplôme de troisième cycle (DEA) en sciences politiques – Université Paris I-Sorbonne.
- Diplôme de troisième cycle (DEA) en politiques de défense – Université Paris I-Sorbonne.
- Doctorat en sciences politiques – Université Paris I-Sorbonne.

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Expert auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
- Vice-Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
- Coordonnateur du suivi des recommandations du Comité.
- Représentant du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale auprès du groupe intercomités sur les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.
- Colloques et conférences sur les droits de l'homme (Le Caire, Doha, Luxembourg, Ottawa, Beijing, Alger).

### **Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- La sécurité internationale et toutes les formes de discriminations raciales.
- Pratique de la politique de suivi des recommandations du CERD.
- Discrimination et haine religieuse : leur impact dans les relations internationales.

## Marc Bossuyt (Belgique)

**Date et lieu de naissance :** 9 janvier 1944, Gand (Belgique)

**Langues de travail :** néerlandais, français et anglais

### Fonctions et titres actuels

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (depuis 2014).
- Membre de l'Institute for Advanced Study de Stellenbosch (Afrique du Sud) (2014 et 2016).

### Activités professionnelles antérieures

- Juge (1997-2007) et Président (émérite) (2007-2014) de la Cour constitutionnelle de Belgique.
- Commissaire général (honoraire) aux réfugiés et aux apatrides (1987-1997).
- Professeur (émérite) de droit international à l'Université d'Anvers (1977-2007).
- Spécialiste des droits de l'homme à la Division des droits de l'homme de l'ONU à Genève (1975-1977).

### Études

- Diplôme honoraire de l'Université du Burundi (2013) ; docteur *honoris causa* de l'Université de Hasselt (2011).
- Docteur en sciences politiques de l'Université de Genève (IUHEI) (1976) ; docteur en droit de l'Université de Gand (1968).
- Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (1972) ; certificat en relations internationales de la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins (campus de Bologne) (1969).

### Autres grandes activités menées dans les domaines intéressant le Comité

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2000-2003 et 2014-2017).
- Membre (1981-1985, 1992-1999 et 2004-2006), rapporteur (1992 et 1997), Vice-Président (1983, 1999 et 2005) et président (2006) de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de l'ONU ; Rapporteur spécial de la Sous-Commission pour les travaux concernant une mission en Mauritanie (E/CN/Sub.2/E/CN.4/Sub.2/1984/23), le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques sur la peine de mort (E/CN.4/Sub.2/1987/20), les conséquences néfastes des sanctions économiques (E/CN.4/Sub.2/2000/33), la notion d'action positive (E/CN/Sub.2/2002/21) et le principe de la non-discrimination dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/Sub.2/2005/19).
- Président-Rapporteur du groupe de travail sur la déclaration issue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 2001).
- Représentant de la Belgique à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1986-1991) et Vice-Président (1986) et Président (1989) de la Commission.

### Publications les plus récentes dans le domaine concerné

- International Human Rights Protection : Balanced, Critical, Realistic , Intersentia, Anvers, 2016 (231 pages).

- « Categorical Rights and Vulnerable Groups : Moving Away from the Universal Human Being », dans *The George Washington International Law Review*, 2016, p. 717 à 742.
- « L'Union européenne face à la crise de l'asile dans la Méditerranée : quelques réflexions sur les enjeux concernant les réfugiés et les droits de l'homme », dans *Journal européen des droits de l'homme*, mai 2015, p. 581 à 605.
- « Perspectives extérieures sur le développement des libertés publiques et des droits de l'homme au Burundi », dans *L'État du droit au Burundi après cinquante ans d'indépendance*, J.-M. Barambona et autres, Bruylant, Bruxelles, 2015, p. 327 à 333.
- « Nationalité et minorités en droit international », dans *Colloque de Poitiers de la Société française pour le droit international*, Paris, Pedone, 2012, p. 145 à 163.

## **Chinsung Chung (République de Corée)**

**Date et lieu de naissance** : 28 juillet 1953, Séoul.

**Langues de travail** : anglais, coréen et japonais.

### **Fonctions et titres actuels**

- Professeur au département de sociologie de l'Université de Séoul.
- Membre du Conseil d'administration du Centre de recherche et de formation sur la migration de l'OIM.
- Coprésidente du Korea Center for United Nations Human Rights Policy.
- Membre du Comité de déontologie de la fonction publique de la Cour suprême de Corée.
- Membre du Comité consultatif de la Cour constitutionnelle de Corée.
- Membre du Comité consultatif pour la politique étrangère du Ministère des affaires étrangères.

### **Principales activités professionnelles**

- Membre de la Commission présidentielle pour la cohésion nationale (2013-2014).
- Présidente de l'Association coréenne de sociologie (2013).
- Membre du Comité consultatif pour la promotion de la condition de la femme du Ministère de l'égalité entre les sexes (2012-2013).
- Présidente de l'Association coréenne d'études féminines (2012).
- Présidente du Comité consultatif pour la promotion de la condition de la femme et de l'enfant du Ministère de la justice (2010-2011).
- Présidente du conseil des enseignantes de l'Université nationale de Séoul (2009-2010).
- Membre de la Commission présidentielle pour la cohésion sociale (2009-2010).
- Directrice de l'Institut de recherche sur le développement social et les politiques sociales de l'Université nationale de Séoul (2007-2009).
- Directrice de l'Institut de la recherche sur le genre de l'Université nationale de Séoul (2004-2006).
- Membre du Comité pour l'égalité entre les sexes de l'Institut asiatique de technologie de Thaïlande (2002-2008).
- Membre de l'Asian Leadership Fellow Program de l'International House of Japan (2003).
- Conseillère auprès de l'Organisation des victimes de Nokeunri pendant la guerre de Corée, Bureau de la coordination des politiques du cabinet du Premier Ministre (1999-2000).
- Membre de la Commission de recherche historique nippo-coréenne (2007-2010).

### **Récompenses**

- Prix « Service to Society » de l'Université nationale de Séoul (2016).
- Prix « Women Leader » décerné par Samsung (2014).
- Ordre coréen du mérite, ruban à rayures rouges (Prix coréen des droits de l'homme) (2013).

**Parcours universitaire**

- Professeur invité à l'Université de Kyushu, Japon (2016).
- Professeur invité à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Tokyo (2003).
- Chercheuse invitée au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard (2002-2003).
- Professeur invité au département de sociologie de l'Université de Bristol (Angleterre) (1996).
- Doctorat en sociologie de l'Université de Chicago (États-Unis) (1978-1984).
- Master de la faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1976-1978).
- Licence de la faculté de sociologie de l'Université nationale de Séoul (1972-1976).

**Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Présidente du Centre des droits de l'homme de l'Université nationale de Séoul (2012-2015).
- Présidente du Comité pour le respect des droits de l'homme des étudiants, Seoul Metropolitan Office of Education (2014-2016).
- Membre du Groupe de travail des communications (ONU) (2012-2013).
- Vice-Présidente du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2009-2010).
- Membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2008-2013).
- Présidente de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de l'ONU (2006-2007).
- Rapporteuse spéciale sur la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2005-2007).
- Membre de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2004-2007).
- Membre suppléante de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (2000-2004).
- Membre de la commission coréenne chargée des travaux préparatoires à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993.

**Principales publications***Rapports de l'ONU*

- Étude du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur la façon dont une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité peut contribuer à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales (A/HRC/22/71) (établi en qualité de rapporteuse) (2012).
- « The necessity of a human rights approach and effective United Nations mechanism for the human rights of the older person », document de travail du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (2010).
- Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies – projet de directives sur les moyens de concrétiser la prise en compte des questions relatives aux femmes, y compris la mise en place de mécanismes orientés vers l'action, établi conjointement avec Mona Zulficar, Purificacion V. Quisumbing, Ansar Ahmed Burney et Shigeki Sakamoto (2009).

- « La discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance », rapport final établi par Yozo Yokota et ChinSung Chung, Rapporteurs spéciaux sur la discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance (2009).
- « Les défis de la participation des femmes dans les politiques et les stratégies de lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté », document de travail présenté à l'ONU (Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme du Conseil des droits de l'homme, Forum social) (2006).
- « Les accords économiques bilatéraux et multilatéraux et leurs incidences sur les droits de l'homme des bénéficiaires », document de travail présenté à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme du Conseil des droits de l'homme (en collaboration avec Florizelle O'Connor) (2006).
- « La discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance », rapport d'étape soumis à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme du Conseil des droits de l'homme (en collaboration avec Yozo Yokota) (2006).

**Autres publications pertinentes (en anglais seulement, depuis 2007)**

- « Social Attitudes to Cross-Border Marriages in Korea and Taiwan », dans *Development and Society* 45(2), p. 327 à 352 (en collaboration avec Keuntae Kim) (2016).
- « Marriage migration in Southeast and East Asia revisited through a migration-development nexus lens », dans *Critical Asian Studies*, vol. 48, question 4 : « Rethinking Marriage Migration in Asia : Development, Gender and Transnationalism », première partie, p. 463 à 472 (en collaboration avec KeunTae Kim et Nicola Piper) (2016).
- « Measuring national human rights : a reflection on the Korean experiences », dans *Human Rights Quarterly* (34), p. 886 à 1020 (en collaboration avec Jeong-Woo Koo et Suk-Ki Kong) (2012).
- « Globalization, Transnational Corporation and Human Rights », dans *Globalization and Regional Integration in Europe and Asia*, Nam-Kook Kim (dir. publ.), Ashgate, Londres (2009).
- « National Human Rights Institutions and the UN Advisory Committee », dans *The Role of NHRIs in the Newly Established UN Human Rights Mechanisms*, Commission coréenne des droits de l'homme (2007).

## **Bakari Sidiki Diaby (Côte d'Ivoire)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance** : 28 décembre 1976, Zahia S/P DALOA (Côte d'Ivoire)

**Langues de travail** : français, anglais et espagnol.

### **Fonctions et titres actuels**

- Secrétaire exécutif adjoint de la Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI).
- Secrétaire permanent des institutions nationales des droits de l'homme des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

### **Principales activités professionnelles**

- Assister et suppléer le Secrétaire exécutif de la CNDHCI.
- Traiter les requêtes des violations des droits de l'homme.
- Rédiger les procès-verbaux des réunions.
- Surveiller les violations et assister les victimes.
- Préparer et animer les séminaires et ateliers de renforcement des capacités.
- Installer les commissions régionales des droits de l'homme.

### **Études**

- Doctorant en droit (Côte d'Ivoire et Espagne).
- Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en droits de l'homme.
- Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit public fondamental .
- Master 2 en gestion des ressources humaines et maîtrise professionnalisée en santé publique.

**Kokou Mawuena Ika Kana Ewomsan (Togo)**

[Original : français]

**Date et lieu de naissance :** 31 décembre 1954, Koutoukpa (Togo).

**Langues de travail :** français.

**Fonctions et titres actuels**

Directeur de la promotion des droits de l'homme à la retraite, expert en droits de l'homme.

**Principales activités professionnelles**

Professeur de philosophie de 1979 à 1992 ; Secrétaire général de l'Association des professeurs de philosophie du Togo et Président de la Commission chargée des programmes de l'enseignement de la philosophie dans les lycées et collèges de 1984 à 1992 ; Directeur de la promotion des droits de l'homme au Ministère des droits de l'homme de 1992 à 2015 ; Président de la Sous-commission VI : droits de l'homme, démocratie et paix à la Commission nationale pour l'UNESCO de 1994 à 2015 ; membre titulaire de la Commission nationale pour la francophonie de 2004 à 2010.

**Études**

Études supérieures de philosophie et de sciences sociales appliquées : licence d'enseignement de philosophie et C1 de maîtrise de philosophie comparée en 1979, C2 de maîtrise de philosophie en 1981. Formations en droits de l'homme : cours de formation sur la technique de rédaction et de présentation des rapports initiaux et périodiques par le centre des Nations Unies pour les droits de l'homme. Formation des formateurs en droits de l'homme et citoyenneté démocratique (Université d'été à l'école supérieure de Cachan, France).

**Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

Formateur en droits de l'homme, démocratie et paix. Expert, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de 2006 à 2014. Communicateur à l'atelier sur « le rôle des INDH et autres mécanismes spécialisés dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée », Kigali, 28-29 septembre 2015. Facilitateur et formateur des membres du Comité permanent et des fonctionnaires du Ministère des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre en charge de la rédaction et du suivi des recommandations des organes de traités et de l'EPU, à Bujumbura (Burundi), du 2 au 6 août 2016. Panéliste et modérateur à l'atelier sur le « rôle des institutions nationales arabes des droits de l'homme et autres mécanismes nationaux spécialisés dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » à Rabat (Maroc) du 20 au 21 décembre 2016.

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

Comportements éthiques traditionnels et droits de l'homme in Atelier de restitution des recherches sur les droits de l'homme et traditions au Togo, Commission nationale pour l'UNESCO, Lomé, IPAC (2005).

**Ricardo Ulcuango Farinango (Équateur)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance :** 21 avril 1966, Cayambe (Équateur)

**Langues de travail :** espagnol et quechua

**Fonctions et titres actuels**

- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de l'Équateur auprès de l'État Plurinational de Bolivie – représentation officielle de l'Équateur ; élaboration des stratégies de protection des intérêts du pays et des citoyens ; planification, coordination et gestion de la politique étrangère ; promotion de l'intégration stratégique du pays dans le contexte international dans le cadre des plans nationaux de développement.
- Représentant du Gouvernement auprès du Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes.

**Principales activités professionnelles**

- Ambassadeur de la République de l'Équateur auprès de l'État Plurinational de Bolivie.
- Membre de la commission chargée de l'audit intégral de la dette publique (audit de la dette extérieure de l'Équateur).
- De 2003 à 2007, député de la République de l'Équateur, Président de la Commission permanente chargée des affaires relatives aux autochtones et aux autres groupes ethniques, et Vice-Président de la Commission chargée de la surveillance et du contrôle politiques et du Comité des dispenses et des qualifications du Congrès national.
- Président du Parlement autochtone d'Amérique, de la Confederación de Pueblos de la Nacionalidad Kichwa del Ecuador (ECUARUNARI), de la Fédération des organisations autochtones et paysannes de Pichincha et de la Société de radiodiffusion des peuples de l'Équateur ; Vice-Président de la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE) et membre fondateur du Fonds de développement des nationalités et des peuples autochtones.

**Études**

- Baccalauréat scientifique au lycée d'État Rafael Bustamante de Quito.
- Formation en droit à l'Université nationale de Loja, à Quito (en cours).

**Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Élaboration et promotion du projet de loi portant création de l'Université autochtone de l'Équateur (AMAUTAI WUASI).
- Présentation d'une demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, pour qu'il adopte la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2004).
- Promotion de mesures et de stratégies visant à renforcer le dialogue et le développement socioéconomique des peuples autochtones.
- Participation aux débats sur les questions relatives aux droits des peuples autochtones menés au sein de l'Organisation des États américains et du Parlement autochtone d'Amérique.
- Rédaction et présentation, dans le cadre du Parlement autochtone d'Amérique, de résolutions visant à promouvoir la reconnaissance des États multiculturels et multiethniques, l'élaboration de programmes d'enseignement interculturel, le

respect des coutumes et du savoir-faire des peuples, l'élimination de la discrimination et l'égalité.

- Participation à l'élaboration d'un programme pour les enfants et les adolescents autochtones avec l'UNICEF, le Parlement autochtone d'Amérique et ECUARUNARI.

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- Historia de la Nacionalidad y los pueblos quichuas del Ecuador (coauteur), ECUARUNARI, Ecuador RunacunapacRiccharimui (1998).
- Projet de Constitution politique de l'État Plurinational de l'Équateur (coauteur), CONAIE (1998).
- Participation à la publication de La rebelión de los indios, de Kintto Lucas (2000).
- Memoria del XVIII Parlamento Indígena de América, Parlement autochtone d'Amérique (2006).
- Rapport final sur l'audit intégral de la dette extérieure (coauteur) (2008).

**Abdi Ismaël Hersi (Djibouti)**

[Original : français]

**Date de naissance** : 25 décembre 1949

**Langue de travail** : français

**Fonctions et titres actuels**

- Magistrat de premier grade, cadre exceptionnel, Secrétaire général du Ministère de la justice chargé des droits de l'homme. Le Secrétaire général est chargé de la mise en œuvre de la politique judiciaire sous l'autorité du Ministre.

**Principales activités professionnelles**

- Assure, coordonne et anime les activités des directions (b) qui sont sous l'autorité du Secrétaire général, supervise et dirige l'équipe du ministère en charge de la rédaction des lois relatives à l'organisation judiciaire, aux codes et à l'administration pénitentiaire. Le Secrétaire général assure le Secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature ; organe chargé de la gestion de la carrière des magistrats.
- Il participe sous l'autorité du Ministre à l'identification des projets de réformes à entreprendre à court, à moyen et à long terme et veille à leur mise en œuvre.

**Études**

- Diplôme de l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris II Sorbonne Panthéon. Des multiples formations continues dans le domaine de droit et de la gouvernance particulièrement dans le domaine des droits de l'homme, du renforcement de l'état de droit, du ménagement de l'administration publique, de la démocratie et bonne gouvernance.

**Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Président de la Commission nationale chargée de la rédaction et de la soumission des rapports initiaux et périodiques sur la mise en œuvre des instruments internationaux ratifiés et/ou adhésés par la République de Djibouti.
- Membre à la Commission de l'Union africaine sur le droit international et Vice-Président.
- Président de la Commission électorale nationale indépendante.
- Dirige la délégation djiboutienne dans le cadre de dialogue avec le conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'Examen périodique universel.

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- En dehors d'une étude en cours sur la lutte et la prévention contre la corruption pour le compte de l'Union Africaine, le candidat n'a pas de publication récente à titre personnel. Toutefois, il faut noter que le candidat participe activement à la conception, la rédaction, la publication des lois et règlements nationaux.

## **Johannes Nicolaas Horn (Namibie)**

**Date et lieu de naissance :** 25 novembre 1952, Johannesburg (Afrique du Sud). Devenu citoyen namibien en 1996, je n'ai plus la citoyenneté sud-africaine.

**Langue de travail :** anglais

### **Fonctions et titres actuels**

- Professeur de droit à l'Université de Namibie, où j'enseigne le droit constitutionnel et la philosophie du droit, ainsi que, depuis deux ans, la procédure pénale. J'anime en outre un module sur le droit des droits de l'homme à l'intention des membres de la police nationale et des polices municipales dans le cadre d'un programme de l'école de commerce de l'Université de Namibie. J'ai été Directeur du Centre des droits de l'homme et de la documentation jusqu'en 2009, année où je suis devenu doyen de la faculté de droit de l'Université de Namibie.

### **Principales activités professionnelles**

- Outre que j'enseigne les matières susmentionnées, je suis rédacteur en chef du Namibian Law Journal.
- Je publie abondamment sur des questions relatives aux droits de l'homme et à la Constitution.
- Je suis l'un des administrateurs du Namibian Law Journal et je préside le Conseil d'administration du SADC Law Journal, basé à l'Université du Cap.
- Je fais partie du Conseil d'administration du Consortium africain pour les études juridiques et religieuses. L'une de mes responsabilités consiste à examiner les problèmes de discrimination raciale dans les organisations religieuses et la manière de les régler au sein de systèmes juridiques non raciaux.
- J'ai beaucoup publié, au fil des ans, sur les questions raciales dans l'Afrique du Sud d'avant la démocratie et la Namibie d'avant l'indépendance.
- Je donne fréquemment des conférences sur la discrimination raciale et le racisme dans les organisations religieuses.

### **Études**

- Docteur en droit (avec mention) de l'Université de Brême.
- Docteur en déontologie théologique (politique et théologie) de l'Université du Cap occidental.
- Master d'études bibliques et de théologie (avec mention) de l'Université de Port Elizabeth – aujourd'hui l'Université métropolitaine Nelson Mandela – et Master de droit de l'Université d'Afrique du Sud).
- Licence en théologie (avec mention) de l'Université d'Afrique du Sud.
- Baccalaureus Procuratoris de la Rand Afrikaans University – aujourd'hui l'Université de Johannesburg.

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Je dispense régulièrement à la police namibienne des formations sur les droits de l'homme, notamment pour sensibiliser ses membres aux questions liées à la race et au sexe. En 2012, j'ai donné une formation approfondie aux hauts responsables de la police namibienne. J'ai également formé tous les instructeurs des académies de police de Windhoek et d'Ondangwa.
- En ma qualité d'analyste politique indépendant, je travaille entre autres sur les questions relatives aux droits de l'homme.

- J'interviens régulièrement dans les émissions de la Namibian Broadcasting Corporation et je suis régulièrement cité dans la presse namibienne.
- Une grande partie de mon travail a trait à la montée du racisme vingt-sept ans après l'indépendance et à la xénophobie en Afrique du Sud.
- Je participe régulièrement à des groupes de discussion sur les questions raciales dans les églises d'Afrique australe.
- J'ai écrit de nombreux articles dans les journaux et dans des publications religieuses telles que University of South Africa Church History et Studia Historiae Ecclesiasticae.

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- « The Western Sahara case : Land Reform and pre-colonial land rights in Namibia », dans SADC Law Journal, n° 1, 2014/15.
- « Human Rights Education in Africa » in Human Rights in Africa, A. Bösl et J. Diescho (dir. publ.), KAS, 2009,p. 53.
- « Pentecostals and the Human Rights Dispensation. A Case study of the AFM of SA (White Section) between 1908 and 1994 », dans Law and Religion in Africa, Sun MeDIA, Stellenbosch, 2015 (p. 87 à 106).

## **Rita Izsák-Ndiaye (Hongrie)**

**Date de naissance** : 7 août 1980

**Langue de travail** : anglais

### **Fonctions et titres actuels**

- Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités.

### **Principales activités professionnelles**

- Dans le cadre de mon mandat de Rapporteuse spéciale, j'ai établi des rapports thématiques annuels pour le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale. J'ai effectué des visites officielles dans huit États Membres et des visites non officielles dans deux pays. J'ai adressé aux États Membres plus de 200 communications concernant des violations des droits des minorités. Au cours de la période 2011-2016, j'ai dirigé les travaux du Forum sur les questions relatives aux minorités, dont j'ai élaboré le programme de travail et élaboré les documents de réflexion et les projets de recommandations et pour lequel j'ai établi les listes d'intervenants. J'ai établi et/ou fait établir des rapports complémentaires concernant, notamment, les recommandations formulées relativement aux minorités dans le cadre de l'Examen périodique universel et les droits linguistiques des minorités. J'ai fait de nombreuses allocutions et présentations dans diverses universités, et dans le cadre de plusieurs conférences.

### **Études**

- Master en droit (Université catholique Péter Pázmány).

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Je travaille sur la discrimination raciale et les droits des minorités depuis mes études universitaires. J'ai passé cinq ans au Centre européen pour les droits des Roms, à Budapest, où j'ai mené des travaux de recherche théoriques et pratiques, rédigé des mémoires d'amicus curiae, suivi les affaires judiciaires en cours et établi des rapports thématiques. En Somalie, j'ai été spécialiste des droits de l'homme pour une ONG locale, la Somaliland National Youth Organization, et enseigné le droit à l'Université d'Hargeisa. En Bosnie-Herzégovine, j'ai été spécialiste des droits de l'homme au bureau de Srebrenica de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), où j'étais chargée de surveiller toutes les violations des droits de l'homme et de superviser les programmes concernant la dimension humaine des activités de l'OSCE. J'ai effectué des contrats en tant que consultante, notamment pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Association pour les droits de la femme et le développement, le Fonds pour l'éducation des Roms et le Centre d'études européennes. En 2010-2011, j'ai été Secrétaire générale du Département de l'intégration sociale du Ministère de la justice et de l'administration et Présidente Directrice générale de l'Institut Tom Lantos de Budapest.

### **Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- Mes travaux de recherche et rapports les plus récents portent sur les thèmes suivants : les minorités dans les situations de crise humanitaire ; la discrimination fondée sur la caste ; les minorités et les systèmes de justice pénale ; les discours de haine et l'incitation à la haine à l'égard des minorités dans les médias ; les actes de violence et les atrocités criminelles visant des minorités ; les minorités dans les objectifs de développement durable ; les droits des minorités religieuses ; les droits des minorités linguistiques. J'ai élaboré des rapports d'évaluation exhaustifs sur les droits des minorités des pays suivants : Bosnie-Herzégovine Nigéria, Cameroun, Ukraine, Brésil, Iraq, République de Moldova, Sri Lanka.

## **Keiko Ko (Japon)**

**Date et lieu de naissance** : 5 septembre 1965, Tokyo

**Langues de travail** : japonais et anglais

### **Fonctions et titres actuels**

- Professeur de droit international à l'Université Nanzan.
- Conseillère chargée de l'examen des demandes d'obtention du statut de réfugié.
- Membre du comité de rédaction du *Journal of International Law and Diplomacy* (Société japonaise de droit international).
- Membre du Comité sur la complémentarité dans le droit pénal international de l'Association de droit international.
- Professeur émérite de l'Université de Mie.

### **Principales activités professionnelles**

- Enseignante et chercheuse dans le domaine du droit international public, et en particulier du droit pénal international et du droit international des droits de l'homme, depuis plus de vingt ans.
- Longue carrière internationale et, notamment, participation à des séminaires et des colloques organisés en Suisse, en Grèce, en Italie, en Nouvelle-Zélande et en Allemagne et travaux de recherche à la faculté de droit de l'Université Columbia (États-Unis).
- Membre de plusieurs associations universitaires, notamment l'Association de droit international, l'Association japonaise d'études canadiennes, la Société japonaise de droit comparé et l'Association japonaise du droit mondial.

### **Études**

- Invitée dans le cadre du programme Fulbright à la faculté de droit de l'Université Columbia, États-Unis d'Amérique (2008-2009).
- (Chercheuse invitée (bourse ABE) à la faculté de droit de l'Université Columbia (États-Unis) (2008-2009).
- Master en droit de l'Université Sophia (1992).
- Licence en droit de l'Université Sophia (1989).

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Membre du Conseil consultatif de l'Institute for International Peace and Security Law de l'Université de Cologne (Allemagne) (depuis 2015).
- Conseillère chargée de l'examen des demandes de statut de réfugié (depuis 2014). Keiko Ko a été choisie pour ce poste parce qu'elle avait la réputation de juger équitablement et possédait une excellente formation universitaire en droit et en affaires internationales.
- Membre de l'Association pour le droit international des droits de l'homme (depuis 2008).
- Membre de la délégation japonaise à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et du Groupe de travail sur le crime d'agression (2007-2009).

**Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

- Shinya Murase et Keiko Ko (dir. publ.), *La Cour pénale internationale : poursuites relatives aux crimes de la communauté internationale les plus graves*, 2<sup>e</sup> édition, Toshindo, 2014 (en japonais).
- Keiko Ko, « The Tokyo Judgment on Crimes against Peace and the Crime of Aggression », dans *Beiträge aus dem Symposium Japan and Germany-150 Years of Cooperation Dynamics of Traditional Research Societies in a Rapidly Changing World*, Iudicium, 2013 (p. 81 à 101).
- Keiko Ko, « Procès équitable » et « droit international », dans *Comparative Law Journal*, vol. 74, 2012 (p. 6 à 17 – en japonais).
- Keiko Ko, « Justice transitionnelle et justice pénale internationale : défis contemporains », dans *Journal of International Law and Diplomacy*, vol. 111, n<sup>o</sup> 2, 2012 (p. 29 à 54 – en japonais).
- Jens Meierhenrich et Keiko Ko, « How Do States Join the International Criminal Court? The Implementation of the Rome Statute in Japan », *Journal of International Criminal Justice*, vol. 7, 2009 (p. 233 à 256).

## **Gün Kut (Turquie)**

**Date de naissance** : 4 mars 1957

**Langues de travail** : anglais, français et turc (langue maternelle)

### **Fonctions et titres actuels**

- Depuis 1996 : professeur associé au département des sciences politiques et des relations internationales de l'Université Bogazici, Istanbul.
- Depuis 1996 : membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe, désigné par la Turquie.
- 2010 à 2017 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **Principales activités professionnelles**

- Chargé de cours en relations internationales.
- Directeur de travaux de recherche, de thèses et d'activités connexes à l'Université.
- Activités menées dans le cadre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance.

### **Études**

- Lycée de Galatasaray (1976) (baccalauréat).
- Université Bogazici (1981) (licence en sciences politiques).
- Université d'État de New York à Binghamton (1985) (maîtrise en sciences politiques).
- Université d'État de New York à Binghamton (1986) (doctorat en sciences politiques).

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- Rapporteur chargé d'établir plusieurs rapports de pays dans le cadre des activités de suivi menées par l'ECRI.
- Membre de plusieurs groupes de travail permanents ou spéciaux chargés des relations de l'ECRI avec la société civile en Europe et de l'élaboration de projets de recommandations concernant le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée dans les États membres du Conseil de l'Europe.
- Participation, en tant qu'organisateur ou intervenant, à plusieurs manifestations publiques (conférences, colloques, tables rondes, réunions avec les médias) sur la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance qui y est associée organisées en Turquie et dans d'autres États membres du Conseil de l'Europe ; activités et fonctions dans le cadre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **Publications les plus récentes dans le domaine concerné**

Contribution à la rédaction d'un certain nombre de rapports, de recommandations et de déclarations de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (liste sur le site Web de l'ECRI, à l'adresse [www.coe.int/ecrit](http://www.coe.int/ecrit)).

## **Yeung Kam John Yeung Sik Yuen (Maurice)**

**Date et lieu de naissance :** 1<sup>er</sup> janvier 1947, Maurice

**Langues de travail :** anglais, français, hakka (dialecte de la minorité chinoise) et créole mauricien.

### **Fonctions et titres actuels**

- Membre élu du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale jusqu'au mois de décembre 2017 et membre du Groupe de travail des communications.
- Membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et Président du Groupe de travail des droits des personnes âgées et des personnes handicapées en Afrique jusqu'à 2019.
- Consultant, arbitre et médiateur en matière juridique.

### **Activités professionnelles antérieures**

- Entré au *State Law Office* de la République de Maurice en 1972 et dans la magistrature en 1976. Nommé à tous les postes existants de l'appareil judiciaire avant de devenir Président de la Cour suprême (retraité depuis décembre 2013). Plus de quarante et un ans dans les services juridiques et judiciaires de l'État.
- Chargé de cours en droit civil à l'Université de Maurice et en droit commercial au Conseil de l'enseignement du droit pendant un certain nombre d'années, et Président du jury d'examen des avocats, des avoués et des notaires.
- De 1998 à 2001, membre de la Sous-Commission sur la promotion et la protection des droits de l'homme (ONU) et, notamment, de son groupe de travail sur les minorités.
- Élu membre de la CADHP en 2007, réélu en 2013.
- Élu membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en 2013 et aujourd'hui candidat à un second mandat. Membre du Groupe de travail des communications du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

### **Études**

- 1966 : Certificat d'études secondaires en anglais, français et latin (niveau A), Cambridge.
- 1966-1969 : Université de Leeds (Angleterre), licence de droit avec mention.
- 1970 : inscription au barreau de Lincoln's Inn (Londres) .
- 1971-1972 : Université Paris II Panthéon-Sorbonne, certificat préalable au doctorat universitaire en droit civil (major de promotion).

### **Autres grandes activités menées dans le domaine intéressant le Comité**

- 1999 et 2001 : en qualité d'expert du Groupe de travail sur les minorités de la Sous-Commission, a participé à des colloques à Kumanovo (ex-République yougoslave de Macédoine) et à Gaborone.
- A élaboré le Protocole sur les droits des personnes âgées en Afrique, en instance de ratification par les États membres de l'Union africaine, ainsi qu'un projet de protocole sur les droits des personnes handicapées en Afrique, qui est en cours d'examen par la Commission de l'Union africaine puis sera soumis aux chefs d'États de l'Union africaine pour adoption.
- Se consacre actuellement à l'élaboration d'un projet de protocole sur les droits des citoyens des pays d'Afrique à la protection sociale et à la sécurité sociale.

### Publications les plus récentes dans le domaine concerné

- Auteur d'un document de travail de l'ONU sur les problèmes relatifs aux droits de l'homme des Roms et les mesures de protection en leur faveur (août 2000).
  - Auteur d'un document de travail de l'ONU sur les droits de l'homme et les armes de destruction massive ou de nature à causer des blessures ou des maux superflus et frappant sans discrimination (établi en août 2002 et mis à jour en août 2003).
  - Auteur du chapitre du livre *The African Regional Human Rights System : 30 Years after the ACHPR and Beyond* consacré aux droits des personnes âgées et des personnes handicapées en Afrique (2011).
  - Discours inaugural de la Journée du droit de Maurice, consacrée au thème « La démocratie et l'état de droit » (4 mars 2013).
  - Exposé sur l'Architecture africaine de gouvernance, présenté au Palais des Nations devant les représentations permanentes conjointes des pays d'Afrique à Genève et à Bruxelles (26 novembre 2015).
  - Exposé intitulé « L'évolution de la société et de la magistrature : perspective d'une petite juridiction » présenté au deuxième Sommet de la Société chinoise d'études judiciaires tenu à Chongqing (Chine) (9 et 10 septembre 2016).
-